

Une intervention de la vulgarisation agricole en milieu de monoculture traditionnelle : le cas de l'olivier

Anthopoulou T.

La vulgarisation agricole dans les pays de la Méditerranée du nord-est

Montpellier : CIHEAM
Cahiers Options Méditerranéennes; n. 2(2)

1995
pages 35-38

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI01.09.88>

To cite this article / Pour citer cet article

Anthopoulou T. **Une intervention de la vulgarisation agricole en milieu de monoculture traditionnelle : le cas de l'olivier.** *La vulgarisation agricole dans les pays de la Méditerranée du nord-est.* Montpellier : CIHEAM, 1995. p. 35-38 (Cahiers Options Méditerranéennes; n. 2(2))



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Une intervention de la vulgarisation agricole en milieu de monoculture traditionnelle : le cas de l'olivier

Théodosia Anthopoulou

Introduction

Le rôle du vulgarisateur dans l'oléiculture en milieu insulaire méditerranéen présente un intérêt particulier puisqu'il s'agit habituellement d'une monoculture extensive valorisant, autant que faire se peut, les terres marginales (Allaya 1988). Dans l'île de Lesbos, par exemple, l'oléiculture occupe les deux tiers des terres agricoles et assure 65% du produit agricole brut. Or, les interventions en matière de vulgarisation agricole restent relativement limitées en raison des terrains accidentés à faibles rendements et de la quasi-inexistence de possibilités d'irrigation qui entravent tout effort de restructuration ou simplement d'amélioration des systèmes de culture.

Il serait également nécessaire de prendre en considération la particularité du statut de propriétaire foncier qui empêche le bon déroulement du travail des vulgarisateurs : une grande partie des propriétaires oléicoles exerce une activité extra-agricole, tout en continuant à exploiter leurs oliveraies au moyen de divers systèmes de location, l'huile d'olive leur rapportant ainsi un revenu complémentaire. Les retraités constituent un autre groupe important de propriétaires. Il y a également un pourcentage non négligeable de propriétaires qui sont des citoyens « absentéistes » gérant à distance leurs oliveraies. Des enquêtes de terrain menées récemment dans l'île de Lesbos révèlent que le pourcentage des propriétaires pratiquant essentiellement l'oléiculture est seulement de 10% à 15%, les retraités représentant 45% à 55% ; le reste (30% à 45%) étant constitué de salariés, d'ouvriers indépendants et de professions libérales. Entre 15% et 25% des propriétaires ne sont pas domiciliés dans la commune où se situent leurs oliveraies (Anthopoulou 1993).

Une population active vieillissante restée sur place pour travailler la terre, les transferts de propriété à des non-agriculteurs, ainsi que des coûts de production particulièrement élevés, ont donc contribué à la négligence des oliveraies, à la limite souvent de l'abandon. Les travaux d'entretien sont strictement réduits : fertilisation élémentaire des sols, défrichement partiel des champs juste pour faciliter la récolte, tailles occasionnelles. De plus, on observe de la part des propriétaires le manque d'intérêt quant à l'application de nouvelles méthodes proposées par le service de vulgarisation agricole : tailles sévères pour la reconstitution du vieux bois, utilisation de micro-éléments destinée à enrichir la terre.

Compte tenu des structures de la propriété foncière et des conditions naturelles ci-dessus, quelles sont les possibilités d'intervention des vulgarisateurs en vue de l'amélioration des systèmes de culture et des rendements de l'olivier ? En d'autres termes, l'oléiculture insulaire traditionnelle est-elle condamnée à survivre modestement, aussi longtemps que les aides communautaires compensent partiellement un coût de production croissant, tandis que les soins culturaux sont excessivement limités aux dépens des rendements ?

Les trois principales étapes des activités de vulgarisation concernant l'oléiculture dans l'île de Lesbos, à partir des années 1950, sont décrites ci-après.

I – De 1950 à 1965 : redémarrage de l'oléiculture et lutte insecticide

Cette période correspond à une phase d'efforts ayant pour objectif le redémarrage de l'agriculture après les ravages de la deuxième Guerre Mondiale. La politique économique nationale se consacre en grande partie au développement de l'activité agricole à travers la réalisation de travaux importants d'aménagement de l'espace et de modernisation de l'agriculture, en particulier dans les plaines.

Dans le cas de la monoculture de Lesvos, l'intervention de la politique de développement s'est limitée, du fait d'inconvénients naturels (pauvreté des sols, manque d'eau, relief accidenté) à la réalisation d'une voirie élémentaire et à quelques travaux d'aménagement du territoire. Le service régional de vulgarisation agricole a essayé, pour sa part, d'appliquer de nouveaux projets (fertilisation chimique des champs, lutte contre les insectes, introduction de nouvelles variétés de céréales, de pomme de terre, etc.)

Cependant, la grande innovation technique caractérisant l'oléiculture au début des années 1950 est la lutte contre le *dacus oleae*, insecte qui, en endommageant le fruit, entraîne une baisse de production ainsi qu'une augmentation du taux d'acidité de l'huile d'olive (Université d'Egée 1988). Depuis, le programme de lutte insecticide est entrepris tous les ans et dure 5 mois environ (mi-juin à novembre).

L'exécution du programme est assurée par La Caisse de Protection de la Production Oléicole, organisme public sous la responsabilité du directeur du service agricole départemental encadré par des agronomes et des saisonniers provenant de la main-d'oeuvre locale. Dans 80 à 90% des oliveraies, l'insecticide est vaporisé au sol, après l'installation de pièges spécifiques. Sur les surfaces montagneuses où la main-d'oeuvre manque à la suite de l'exode rural¹, l'insecticide est répandu par avion.

II – De 1965 à 1980 : exode rural et augmentation des rendements oléicoles

L'exode rural qui avait commencé dès la décennie précédente prend actuellement une ampleur qui a une double importance sur l'oléiculture :

- d'une part, la vente d'une partie des oliveraies par les propriétaires des grandes exploitations traditionnelles de Lesvos donne aux paysans sans terre et aux petits propriétaires la possibilité d'accéder aux terres agricoles,
- d'autre part, la vente des oliveraies à des citadins bloque tout effort de développement lancé par le service de vulgarisation agricole.

Une innovation importante dans l'oléiculture est l'introduction, au début des années 1970, de filets plastiques largement utilisés pour la récolte d'olives et remplaçant la main-d'oeuvre rare et chère du fait de l'exode rural. Fabriqués par des entreprises privées, ces filets se sont vite répandus grâce aux aides financières et aux prêts de la Banque Agricole. Les agronomes de la succursale de Mytilène estiment que leur utilisation réduit d'un quart le coût de main-d'oeuvre par rapport au ramassage à la main à même le sol, tandis que le coût total de la récolte diminue de 40% (Université d'Egée 1988).

Si les rendements de l'olivier varient selon la fréquence des précipitations, l'économie en quantité d'eau absorbée par l'arbre est également importante. La taille systématique consistant à enlever le bois inutile de l'olivier permet, justement, d'éviter le gaspillage de l'eau. Le cas des tailles expérimentales effectuées dans deux communes de l'île, au sein d'un projet-pilote des PIM, constitue un troisième exemple d'intervention technique réussie relative à l'augmentation des rendements oléicoles.

Toutefois, la forte diminution de la population, résultant en un coût de production élevé, provoque depuis cette période, une tendance à l'abandon de l'olivette. Selon des estimations de la Banque Agricole, les terres abandonnées au début des années 1980 représentent environ 10% de la surface oléicole totale.

III – De 1980 à nos jours : une intervention technique réussie pour la reconstitution de l'olivieraie dans la région de Géra

L'intégration de l'huile d'olive dans le marché commun crée de nouvelles perspectives de dynamisme pour l'oléiculture : le producteur jouit désormais d'un cadre économique favorable concernant les prix d'intervention aussi bien que les subventions à la production.

L'augmentation des revenus, grâce aux aides communautaires, ne compense cependant pas le coût de production croissant, d'autant plus que le marché de l'huile d'olive est instable, car continuellement menacé par les autres huiles végétales beaucoup moins chers. Ainsi, les producteurs/propriétaires d'olivettes tentent de maximiser leurs revenus au moyen de subventions communautaires et minimisent le coût des travaux d'entretien des oliveraies. Ils font par conséquent preuve d'une indifférence totale à l'égard des propositions géotechniques des vulgarisateurs.

A partir d'une telle analyse, on pourrait penser que l'oléiculture de Lesvos n'a aucune perspective d'avenir et qu'elle n'est qu'une culture statique dont les rendements ne peuvent être améliorés en raison de conditions géoclimatiques et économiques défavorables. Mais de nouvelles données (apparition de nouvelles maladies, le gel de 1987, etc.) indiquent le rôle important que les vulgarisateurs peuvent désormais avoir. Par exemple, le succès du projet-pilote des plans intégrés méditerranéens (PIM) pour « la reconstitution de l'olivieraie » a montré le résultat positif de la collaboration entre producteurs et services agricoles régionaux. Ce projet a également montré qu'ils existe encore de la marge en matière d'amélioration des rendements oléicoles.

Le projet-pilote préconise la reconstitution de l'olivieraie grâce à des tailles sévères permettant le remplacement du vieux bois par de nouvelles branches productives. Lancé en février 1985, il s'est achevé en 1989–1990 et a concerné 200 ha de verger dans les communes de Paléokipos (110 ha) et de Kato Tritos (90 ha) et 250 producteurs (2 ha maximum par producteur). De l'ordre de 40 000 ECU, il devait couvrir le coût des tailles expérimentales et servir à l'achat de fertilisants et de filets pour la récolte, à la construction de routes agricoles, ainsi qu'au paiement des indemnités aux producteurs pendant 5 ans.

En ce qui concerne le lieu d'expérimentation, la petite région de Géra a été choisie en raison de sa forte vocation oléicole, du noyau de producteurs actifs qui s'y trouve encore, de sa proximité de la Station de Recherche Agricole surveillant les travaux qui s'y déroulent. De plus, les coopératives agricoles des deux communes ayant participé au projet manifestent un dynamisme important au niveau de la filière de l'huile d'olive, du fait qu'elles possèdent des huileries modernes. Le but était donc la consolidation de l'esprit de coopération chez les producteurs et la création de passerelles de communication entre les membres des différentes familles politiques, les conflits à ce niveau débouchant sur des impasses concernant le développement local.

Au début, le projet a rencontré de vives réactions et s'est heurté à la réticence des propriétaires oléicoles. Ceux-ci étaient d'abord très méfiants quant au résultat, hésitant à céder au projet leur parcelle d'olivette se trouvant sur la zone expérimentale. Ils ne faisaient pas confiance non plus aux ingénieurs agronomes pour la technique de taille préconisée. Ils se demandaient dans quelle mesure une taille sévère pouvait faire augmenter les rendements et ne pas conduire à une perte de revenus à long terme, jusqu'à la reprise de l'olivier. Les querelles dans ce sens entre les différents partis politiques ne manquaient pas. Des petits noyaux de résistance refusaient de céder la parcelle de leur oliveraie se situant dans la zone du projet, freinant ainsi le déroulement des travaux.

En raison de ces contraintes, le projet a été organisé en trois phases. L'adhésion de tous les propriétaires favorables a eu lieu d'abord, ce qui représentait une surface agricole de 110 ha. A la suite de résultats positifs, d'autres propriétaires ont adhéré l'année suivante faisant ainsi passer cette surface à 170 ha. La troisième année, les derniers réfractaires ont rejoint le projet.

Les agriculteurs ont pu s'apercevoir en fin de programme d'une augmentation des rendements allant parfois jusqu'à 100%. Malgré les tailles sévères auxquelles ils n'étaient pas habitués, ils ont pu constater que les oliviers ont vite reconstitué leur végétation ligneuse. Enfin, la démonstration de l'intérêt de

telles interventions a été positive et l'extension du projet ne dépend plus que des aides communautaires aux agriculteurs d'autres régions oléicoles.

Nous sommes amenés à conclure que l'exode rural qui a privé l'île de Lesbos de son potentiel actif, le vieillissement de sa population qui reste attachée aux pratiques culturelles traditionnelles, ainsi que les structures « citadines » de la propriété oléicole ont abouti à l'éloignement des producteurs agricoles des vulgarisateurs. De plus, le coût de production, particulièrement élevé, provoque le désintérêt face aux nouvelles techniques de culture, et des tendances à l'abandon de l'olivette. D'autre part, les paysans associent les ingénieurs agronomes aux subventions multiples de la CEE.

Néanmoins, l'étude des divers cas-étapes de l'oléiculture, avec une référence particulière au projet-pilote des PIM, conduit à deux constats essentiels : 1) malgré une stagnation apparente, les rendements de l'oléiculture peuvent être améliorés; 2) les ingénieurs agronomes vulgarisateurs, dans le cadre de leurs disponibilités et en fonction des moyens financiers nécessaires dont ils disposent, peuvent contribuer au développement du milieu rural.

Note

1. En raison de ses conséquences sur l'environnement, cette méthode est sérieusement remise en cause. Elle a des effets destructifs sur la flore et la faune de l'écosystème de l'olivier par rapport aux méthodes biologiques d'utilisation de pièges pour la capture du *dacus*, couramment utilisées dans d'autres régions de la Grèce, en Béotie et en Messénie par exemple.

Références

- **Allaya M.** (éd.) (1988). *L'économie de l'olivier*. Actes du séminaire de Tunis, 20-22 janvier 1987, CEE(DGI)/CIHEAM, Paris (Options Méditerranéennes)
- **Anthopoulou Th.** (1993). Systèmes de production agricole insulaires et développement local : l'exemple de l'olivier et de l'élevage ovin dans l'île de Lesbos (Mer d'Egée Orientale, Grèce), Université de Paris X-Nanterre, thèse en Géographie.
- **Université d'Egée** (1988), Les oliveraies de l'Egée. Actes de Colloque organisé à Mytilène, 25-27 février 1987, rassemblés pour l'édition par Margaris N.S., Université d'Egée/Nomarchie de Lesbos, Mytilène.

